

Études et Résultats

N° 874 • février 2014

Parents bénéficiaires de minima sociaux : comment concilier vie familiale et insertion professionnelle ?

À la fin 2011, 2 millions de bénéficiaires ont perçu l'allocation de solidarité spécifique et le revenu de solidarité active socle en France métropolitaine. Parmi eux, 900 000 vivent avec au moins un enfant de moins de 25 ans et 690 000 avec un enfant de moins de 12 ans. Comme tous les parents, ils peuvent rencontrer des difficultés pour concilier leurs vies professionnelle et familiale. Comme bénéficiaires d'un minimum social, ils peuvent se heurter à des obstacles spécifiques : ils doivent à la fois être dans une démarche d'insertion ou de recherche d'emploi et assumer la charge d'enfants, parfois très jeunes.

La moitié des parents bénéficiaires de ces minima sociaux sont des parents isolés : dans neuf cas sur dix, il s'agit de femmes qui représentent ainsi, au total, 71 % de l'ensemble des parents bénéficiaires de ces minima sociaux.

Très peu de pères qui ont au moins un enfant de moins de 12 ans déclarent un problème de garde d'enfant. Ceux qui sont sans emploi en retrouvent d'ailleurs un plus fréquemment que les mères au bout d'une année. Pour ces dernières, les problèmes de garde augmentent fortement avec la présence d'enfant en bas âge. Afin de concilier leurs vies professionnelle et familiale, un tiers des parents bénéficiaires font régulièrement garder leurs enfants.

Marie ACS (DREES), Étienne FREL-CAZENAVE (ENSAI) et Bertrand LHOMMEAU (DREES)

Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)
Ministère de l'Économie et des Finances
Ministère des Affaires sociales et de la Santé
Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social

A la fin 2011, 2 millions de bénéficiaires ont reçu l'allocation de solidarité spécifique (ASS) et le revenu de solidarité active (RSA) socle : près des trois quarts d'entre eux perçoivent le RSA socle non majoré (encadré 1).

Parmi ces bénéficiaires (encadré 2), 900 000 sont parents d'au moins un enfant de moins de 25 ans vivant dans leur ménage et 690 000 avec un enfant de moins de 12 ans, à la fin 2012, selon l'enquête sur les conditions de vie des bénéficiaires de minima sociaux de la DREES (encadré 3), soit une proportion peu différente de celle observée parmi l'ensemble des 18-65 ans qui sont les personnes de référence de leur ménage ou conjoints de celles-ci¹ (graphique 1). Avec ou sans enfant, le RSA socle non majoré reste le

minimum le plus souvent perçu. La part des bénéficiaires percevant le RSA socle majoré parmi les parents est deux fois plus élevée (20 %) que pour l'ensemble des bénéficiaires, ce minimum étant par définition versé aux parents isolés. Enfin, 12 % des parents bénéficiaires reçoivent l'ASS.

Les parents bénéficiaires du RSA ou de l'ASS, plus souvent isolés et à la tête d'une famille nombreuse

La monoparentalité est plus fréquente parmi les parents bénéficiaires du RSA socle ou de l'ASS (52 % d'entre eux sont des parents isolés, contre 11 % de l'ensemble des parents âgés de 18 à 65 ans) [tableau 1]. Neuf parents isolés, sur dix, bénéficiaires d'un minimum social, sont des mères qui élèvent seules leurs enfants : au total, elles représentent

71 % des parents bénéficiaires de ces minima sociaux (encadré 2).

Par ailleurs, les parents bénéficiaires sont deux fois plus souvent à la tête d'une famille nombreuse : 29 % d'entre eux ont trois enfants ou plus, contre 16 % de l'ensemble des parents. Le dernier enfant à charge des parents bénéficiaires d'un minimum social est plus jeune. Dans 30 % des cas, le benjamin a moins de 3 ans contre un peu plus d'un quart pour l'ensemble des parents âgés de 18 à 65 ans ; dans la moitié des cas, il a moins de 6 ans (contre quatre sur dix pour l'ensemble des parents), et dans trois quarts des cas, moins de 12 ans (contre un peu plus de six sur dix pour l'ensemble des parents). La part des parents bénéficiaires du RSA socle majoré qui ont leur plus jeune enfant âgé de moins de 3 ans est deux fois plus élevée que pour l'ensemble

1. Ainsi, 47 % de ces derniers sont parents d'un enfant de moins de 25 ans, en 2011, d'après l'enquête Statistiques sur les ressources et les conditions de vie (SRCV) 2011 de l'INSEE.

ENCADRÉ 1

Les minima sociaux

Le revenu de solidarité active (RSA) socle garantit des ressources minimales à toute personne âgée d'au moins 25 ans ou assumant la charge d'au moins un enfant (né ou à naître). Pour les personnes ayant la charge d'au moins un enfant se retrouvant en situation d'isolement, le montant forfaitaire est majoré (socle majoré) pendant douze mois. Le cas échéant, la durée de majoration est prolongée jusqu'à ce que le plus jeune enfant atteigne 3 ans. Au premier septembre 2010, le dispositif du RSA

a été élargi aux jeunes actifs âgés de 18 à 25 ans sans enfant à charge, sous condition préalable d'activité professionnelle.

L'allocation de solidarité spécifique (ASS) est une allocation de chômage s'adressant aux chômeurs ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage et qui justifient d'au moins cinq années d'activité salariée au cours des dix dernières années précédant la rupture de leur contrat de travail.

ENCADRÉ 2

Bénéficiaires et allocataires, deux concepts différents

Le revenu de solidarité active (RSA) est une allocation familialisée (encadré 1) qui complète les ressources initiales du foyer pour atteindre un niveau garanti qui dépend de la configuration familiale. Dans le cas d'un foyer allocataire constitué d'un couple, on compte alors deux bénéficiaires : l'allocataire et son conjoint.

L'allocation de solidarité spécifique (ASS) est une allocation individuelle : le conjoint d'un allocataire n'en est pas bénéficiaire. Il ne peut y avoir qu'un seul bénéficiaire par allocataire, même vivant en couple.

Ainsi au 31 décembre 2011, date de tirage de l'échantillon de l'enquête sur les conditions de vie des bénéficiaires de minima sociaux (encadré 3), 1,75 million d'allocataires du RSA socle ou de l'ASS correspondent à 1,97 million de bénéficiaires, dont 220 000 conjoints d'allocataires du RSA socle non majoré.

Les données de l'enquête sont représentatives de la situation des bénéficiaires au 31 décembre 2011. Pour les personnes en couple, le conjoint d'un allocataire du RSA au 31 décembre 2011 est comptabilisé par l'enquête, et on relève ainsi autant d'hommes que de femmes parmi les bénéficiaires du RSA en couple. En revanche, le conjoint d'un allocataire de l'ASS ne l'est

pas, sauf lorsque le conjoint perçoit lui-même l'ASS ou que le foyer cumule l'ASS avec le RSA (environ 6,5 % des allocataires de l'ASS à la fin 2010, selon l'échantillon national interrégimes d'allocataires de minima sociaux) [encadré 3] : on compte ainsi seulement 42 % de femmes parmi les bénéficiaires (c'est-à-dire allocataires) de l'ASS vivant en couple.

Par ailleurs, si le champ d'étude est l'ensemble des parents bénéficiaires au 31 décembre 2011, date de tirage de l'échantillon, les caractéristiques décrites dans l'étude sont collectées au moment de l'enquête, à la fin 2012. Si la composition familiale a évolué entre les deux dates, le champ de l'étude reste inchangé : par exemple, 14 % des allocataires du RSA socle majoré ont un conjoint à la fin 2012, alors qu'ils étaient par définition isolés à la fin 2011 (tableau 1). Dans ce cas, ces nouveaux conjoints ne sont pas bénéficiaires à la fin 2011 et à ce titre, comme les conjoints des allocataires de l'ASS, ils ne font donc pas partie du champ de l'étude. Au total, parmi les bénéficiaires en couple, le sex-ratio est équilibré pour le RSA socle non majoré, alors qu'on compte 9 % d'hommes pour le RSA socle majoré et 66 % pour l'ASS.

ENCADRÉ 3

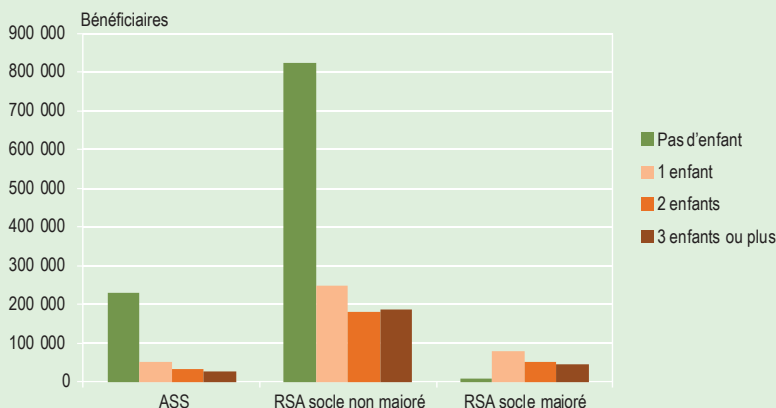
L'enquête sur les conditions de vie des bénéficiaires de minima sociaux (BMS)

Au quatrième trimestre 2012, la DREES a interrogé en face-à-face environ 8 450 personnes qui bénéficiaient d'un minimum social au 31 décembre 2011 : 3 850 percevaient le revenu de solidarité active (RSA) 1 450 le RSA socle non majoré, 1 100 le RSA socle majoré et 1 300 le RSA activité seul, 1 800 l'allocation de solidarité spécifique (ASS), 1 400 l'allocation aux adultes handicapés (AAH) et 1 400 le minimum vieillesse. Les personnes interrogées n'étaient donc plus nécessairement bénéficiaires de ce minimum social au moment de l'enquête. Dans le cas du RSA, le champ de l'enquête couvrait l'ensemble des bénéficiaires, c'est-à-dire les allocataires administratifs, mais aussi les éventuels conjoints.

L'échantillon de l'enquête a été tiré, d'une part, dans l'échantillon national interrégimes d'allocataires de minima sociaux géré par la DREES pour les minima sociaux d'âge actif, et d'autre part dans les fichiers des principaux organismes verseurs du minimum vieillesse (la Caisse nationale de l'assurance vieillesse [CNAV], le service de l'allocation de solidarité aux personnes âgées de la Caisse des Dépôts et Consignations et la Caisse centrale de la mutualité agricole). Cette enquête a été cofinancée par la CNAF, la CNAV, le Conseil d'orientation des retraites, la Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques et Pôle emploi.

GRAPHIQUE 1

Bénéficiaires selon le minimum social perçu et le nombre d'enfants de moins de 25 ans



ASS : allocation de solidarité spécifique ; RSA : revenu de solidarité active.

Note • Les enfants comptés ici font budget commun avec les bénéficiaires au 4^e trimestre 2012. Les allocataires du RSA socle majoré qui n'ont pas d'enfant sont des cas particuliers dont la situation familiale a changé depuis la date de perception de la prestation (31/12/11).

Lecture • 230 000 bénéficiaires de l'ASS au 31 décembre 2011 n'ont pas d'enfant au 4^e trimestre 2012.

Champ • Bénéficiaires du RSA socle ou de l'ASS à la fin 2011, en France métropolitaine.

Sources • DREES, enquête de 2012 auprès des bénéficiaires de minima sociaux.

TABLEAU 1

Situation familiale des parents bénéficiaires de minima sociaux

	Parents bénéficiaires d'un minimum social				Ensemble des parents âgés de 18 à 65 ans*
	ASS	RSA socle non majoré	RSA socle majoré	Ensemble	
Parents en couple	68	55	14	48	89
Parents isolés	32	45	86	52	11
Part des femmes	77	91	97	92	81

ASS : allocation de solidarité spécifique ; RSA : revenu de solidarité active.

* Personnes de référence ou conjoints de leur ménage.

Note • La situation familiale est mesurée au 4^e trimestre 2012. Ainsi, 14 % des bénéficiaires du RSA socle majoré à la fin 2011 vivent en couple à la fin 2012.

Lecture • À la fin 2012, 45 % des parents bénéficiaires du RSA socle non majoré n'ont pas de conjoint. Parmi ces parents isolés, 91 % sont des femmes.

Champ • Parents d'enfants de moins de 25 ans, en France métropolitaine.

Sources • DREES, enquête de 2012 auprès des bénéficiaires de minima sociaux et INSEE, enquête sur les conditions de vie des ménages de 2011.

des parents bénéficiaires. En effet, la majoration du RSA pour les parents isolés est accordée pour un an, mais peut être prolongée jusqu'aux 3 ans de l'enfant le plus jeune.

Les mères des plus jeunes enfants sont les plus éloignées du marché du travail

Parmi les bénéficiaires d'un minimum social, le chômage est la situation professionnelle majoritaire (tableau 2). L'inactivité, également très fréquente, concerne davantage les mères, dont 42 % se déclarent dans cette situation, contre 12 % des pères. C'est encore plus vrai pour les mères

en couple, plus souvent inactives que les autres mères, et ce, quel que soit l'âge du benjamin.

Seuls 16 % des parents bénéficiaires d'un minimum social occupent un emploi : c'est le cas de 21 % des hommes et de 14 % des femmes. Quand leur dernier enfant a moins de 12 ans, seulement 12 % des mères travaillent, contre 21 % pour celles dont l'enfant le plus jeune a 12 ans ou plus.

À l'opposé, les pères bénéficiaires de minima sociaux ont plus souvent un emploi lorsqu'ils ont des enfants encore jeunes. En effet, 23 % des pères dont le benjamin a moins de 12 ans occupent un emploi, contre seulement 11 % pour ceux dont le

benjamin a 12 ans ou plus. En effet, ces derniers pères sont plus âgés que les premiers : plus de quatre pères sur dix dont le dernier enfant a 12 ans ou plus, ont 55 ans ou plus (contre 3 % des pères d'enfants plus jeunes) et connaissent, comme c'est souvent le cas pour les seniors, une situation difficile sur le marché du travail. Ces pères d'enfants de 12 ans ou plus, sont plus fréquemment bénéficiaires de l'ASS : 37 % d'entre eux perçoivent ce minimum, contre 22 % de l'ensemble des pères bénéficiaires.

Une reprise d'emploi plus fréquente pour les hommes

La situation sur le marché du travail des parents bénéficiaires de l'ASS ou du RSA socle s'améliore légèrement entre la fin 2011 et la fin 2012 : au quatrième trimestre 2012, 10 % ont trouvé un emploi (tableau 3) alors que 3 % qui en avaient un l'ont perdu. Ainsi, 23 % des parents bénéficiaires d'un de ces minima ont un emploi à cette date. À titre de comparaison, à la même période en 2012, 80 % de l'ensemble des parents d'enfants de moins de 25 ans travaillaient².

Les transitions vers l'emploi sont plus fréquentes pour les hommes : 14 % des pères bénéficiaires de ces minima étaient inactifs ou au chômage en décembre 2011 et travaillent au 4^e trimestre 2012, alors que seulement 8 % des mères bénéficiaires accèdent à l'emploi. Ces transitions sont plus rares pour les bénéficiaires du RSA socle majoré – essentiellement des femmes – et elles sont, au contraire, plus fréquentes (17 %) pour les bénéficiaires de l'ASS qui sont principalement des hommes (encadré 2).

Parmi les bénéficiaires ayant trouvé un emploi en 2012, 21 % ne perçoivent plus le RSA³ ou l'ASS au 4^e trimestre 2012, et 82 % d'entre eux évoquent leur reprise d'emploi comme raison de l'arrêt de la perception du minimum social.

À la fin 2012, deux tiers des parents sans emploi déclarent en rechercher un, et cette recherche est longue, au-delà d'un an pour 69 % d'entre eux.

Les parents bénéficiaires d'un minimum social qui travaillent exercent

2. Enquête Emploi, 4^e trimestre 2012, sur le champ des personnes de référence de leur ménage ou conjoints de celles-ci, parents d'enfants de moins de 25 ans.

3. Y compris le RSA activité. L'enquête permet de savoir si le bénéficiaire à la fin 2011 percevait ou non encore le RSA au 4^e trimestre 2012, mais elle ne peut en identifier les composantes (socle majoré, socle non majoré, activité).

plus souvent une activité à temps partiel. À la fin 2012, le travail à temps partiel est douze fois plus fréquent parmi les pères bénéficiaires de l'ASS ou du RSA socle en emploi (52 % contre 4 % de l'ensemble des pères qui travaillent dans l'enquête Emploi du 4^e trimestre 2012) et deux fois plus élevé parmi les mères qui occupent un emploi, bénéficiaires d'un de ces minima (70 % contre 34 % de l'ensemble des mères qui travaillent).

Il s'agit d'emploi à mi-temps ou moins dans près de trois quarts des cas de travail à temps partiel. Celui-ci est très largement subi par les parents bénéficiaires de minima et ne relève pas d'une démarche volontaire destinée à concilier vie familiale et vie professionnelle : 85 % des bénéficiaires de minima sociaux à temps partiel souhaitent travailler davantage, contre 25 % de l'ensemble des parents à temps partiel.

Très peu de pères d'enfants de moins de 12 ans, sans emploi, déclarent un problème de garde

Parce qu'elle nécessite une organisation temporelle et occasionne un coût, la garde des enfants peut s'avérer un obstacle à l'insertion professionnelle des bénéficiaires de minima sociaux. Pour étudier plus spécifiquement cette question, l'analyse se concentre désormais sur les parents d'enfants de moins de 12 ans, âge de l'entrée au collège.

La garde d'enfants limite dans leurs démarches 27 % des parents bénéficiaires de minima actuellement sans emploi et en recherchant un. Ce frein est beaucoup plus sévère pour les mères – 37 % se déclarent limitées – que pour les pères (8 %) [graphique 2]. En outre, lorsque la garde d'enfants occasionne des problèmes de recherche d'emploi, elle constitue très souvent l'obstacle principal pour les mères, alors que pour les pères, ce motif est secondaire. Ces derniers invoquent le plus souvent des difficultés liées au transport ou à la santé.

De plus, 17 % des parents bénéficiaires à la recherche d'un emploi déclarent que des raisons familiales ou personnelles les empêchent de trouver un emploi : 28 % des mères en couple sont dans cette situation, et

■ TABLEAU 2

Situation professionnelle au 31 décembre 2011 des parents bénéficiaires de minima sociaux selon l'âge du plus jeune enfant

	Pères dont le plus jeune enfant a moins de 12 ans	Pères dont le plus jeune enfant a 12 ans et plus	Mères dont le plus jeune enfant a moins de 12 ans		Mères dont le plus jeune enfant a 12 ans et plus		Ensemble
			en couple	isolées	en couple	isolées	
Actifs occupés	23	11	10	13	15	23	16
Chômeurs	67	70	32	47	38	55	51
Inactifs	9	19	58	40	47	22	33
Total	100	100	100	100	100	100	100

Notes • Les pères isolés sont rares et ne peuvent être distingués. La situation professionnelle se fonde sur la déclaration faite par les bénéficiaires. L'emploi n'est pas toujours lié à un contrat de travail ni à une rémunération.

Champ • Parents d'enfants de moins de 25 ans, bénéficiaires du revenu de solidarité active socle ou de l'allocation de solidarité spécifique à la fin 2011, en France métropolitaine.

Sources • DREES, enquête de 2012 auprès des bénéficiaires de minima sociaux.

■ TABLEAU 3

Évolution des situations professionnelles des parents bénéficiaires de minima sociaux entre la fin 2011 et la fin 2012

Situation à la fin 2011 -> Situation à la fin 2012	Minimum social perçu					Ensemble
	ASS	RSA socle non majoré			RSA socle majoré	
		Hommes	Femmes	Ensemble		
Emploi -> Emploi	13	18	11	13	11	13
Emploi -> Chômage ou inactivité	3	4	3	3	3	3
Chômage ou inactivité -> Emploi	17	14	7	10	8	10
Chômage ou inactivité -> Chômage ou inactivité	68	64	78	74	78	74
Total	100	100	100	100	100	100

ASS : allocation de solidarité spécifique ; RSA : revenu de solidarité active.

Lecture • Entre la fin 2011 et la fin 2012, 64 % des pères bénéficiaires du RSA socle n'ont pas changé de situation professionnelle et sont restés chômeurs ou inactifs.

Champ • Parents, ayant au moins un enfant de moins de 25 ans, allocataires du RSA socle ou de l'ASS au 31 décembre 2011, en France métropolitaine.

Sources • DREES, enquête 2012 auprès des bénéficiaires de minima sociaux.

21 % l'évoquent comme la principale raison (graphique 3).

Enfin, pour les parents sans emploi et qui n'en recherchent pas – des mères dans plus de neuf cas sur dix –, 62 % évoquent la garde d'un enfant comme un des deux premiers motifs de leur retrait du marché du travail ; 51 % la citent même comme la raison principale. En prenant en compte toutes les raisons familiales ou personnelles⁴, ce sont plus des trois quarts des parents qui invoquent ces raisons pour expliquer leur absence de recherche d'emploi.

Les mères d'enfants en bas âge sont les plus affectées par les problèmes de garde

Au total, la garde d'enfants constitue une difficulté d'insertion professionnelle pour la moitié des mères sans emploi (tableau 4) : 37 % de celles qui en recherchent

un se disent limitées par ce motif, et 67 % de celles qui n'en cherchent pas avancent cet argument pour expliquer leur retrait du marché du travail.

Ces difficultés liées à la garde de l'enfant sont renforcées quand l'enfant est en bas âge. Deux tiers de celles qui ont des enfants de moins de 3 ans citent la garde de leurs enfants comme un frein à la recherche d'un emploi ou comme motif de retrait du marché du travail. En particulier, parmi les femmes retirées du marché du travail, 80 % des mères d'enfants de moins de 3 ans invoquent la garde de leur enfant pour expliquer leur absence de démarche de recherche d'emploi, contre 41 % pour les mères d'enfants de 6 à 11 ans. De même, 48 % des mères qui n'ont pas d'emploi, mais qui en recherchent un, sont limitées dans leur recherche en raison d'un problème de garde quand elles ont au moins un enfant de moins

4. Y compris les congés liés à la naissance qui n'étaient pas proposés explicitement.

de 3 ans, contre 29 % pour celles dont le plus jeune enfant a entre 6 et 11 ans.

La limitation est d'autant plus forte que la fratrie est grande. La part des

mères sans emploi, qui en recherchent un, diminue avec le nombre des enfants : 61 % des mères sans emploi de 3 enfants ou plus ne recherchent pas d'emploi, contre 31 % des mères d'un seul enfant de moins de 12 ans (tableau 4). La garde des enfants constitue alors un motif qui est cité par la majorité des mères qui ne recherchent pas d'emploi, et cette invocation du problème de garde augmente avec le nombre d'enfants.

Parmi les mères sans emploi, celles qui recherchent un emploi sont plus diplômées, vivent moins souvent en couple et sont plus âgées que les autres. Lorsqu'elles sont à la tête d'une famille nombreuse, leur dernier enfant est, la plupart du temps, plus âgé que dans les autres configurations familiales, et le problème de la garde se pose avec moins d'acuité que dans les familles ne comptant qu'un ou deux enfants, plus jeunes.

Pour les mères à la recherche d'un emploi, celles qui sont isolées déclarent plus fréquemment que la garde de l'enfant est un obstacle à leur recherche que celles vivant en couple (39 % contre 31 %). En revanche,

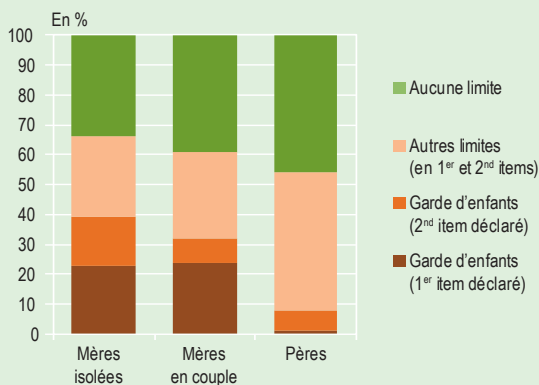
pour les mères ne recherchant pas d'emploi, celles qui sont isolées estiment plus rarement que cette garde est le motif de la non-recherche d'emploi, que celles en couple (59 % contre 75 %). Les mères isolées recherchent plus souvent un emploi que les mères vivant en couple (64 % contre 43 %). Ce constat est renforcé lorsque le conjoint travaille (40 %). Pour ces dernières, la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale se solde davantage par un retrait du marché du travail que pour les mères isolées.

Peu de parents bénéficiaires recourent régulièrement à un autre mode de garde qu'eux-mêmes

La conciliation d'une démarche d'insertion professionnelle avec la charge d'enfants peut être facilitée par le recours à un mode de garde autre que les parents eux-mêmes. Alors que la moitié de l'ensemble des parents d'enfants de moins de 12 ans recourent régulièrement à au moins un mode de garde autre qu'eux-mêmes pour accueillir leurs enfants, seulement un tiers des bénéficiaires

GRAPHIQUE 2

Limites déclarées dans la recherche d'emploi selon la situation familiale



Notes • Les pères isolés sont rares et ne peuvent être distingués. Les autres motifs de limite proposés sont le coût de la correspondance, l'absence de moyen de transport, le coût des transports, l'absence de vêtements.

Lecture • 39 % des mères isolées cherchant un emploi déclarent la garde d'enfants parmi les deux principales limites dans leur recherche d'emploi.

Champ • Parents sans emploi en cherchant un, ayant au moins un enfant de moins de 12 ans, allocataires du revenu de solidarité active socle ou de l'allocation de solidarité spécifique à la fin 2011, en France métropolitaine.

Sources • DREES, enquête de 2012 auprès des bénéficiaires de minima sociaux.

GRAPHIQUE 3

Situations empêchant les parents bénéficiaires de trouver un emploi selon la situation familiale



Note • Les autres situations proposées sont le manque de formation, la localisation de l'emploi, les problèmes de santé, l'âge, les discriminations, le découragement, les difficultés à parler la langue française.

Lecture • 22 % des mères isolées citent une raison personnelle ou familiale parmi les deux raisons les plus importantes les empêchant de trouver un emploi.

Champ • Parents sans emploi en cherchant un, ayant au moins un enfant de moins de 12 ans, bénéficiaires du revenu de solidarité active socle ou de l'allocation de solidarité spécifique à la fin 2011, en France métropolitaine.

Sources • DREES, enquête de 2012 auprès des bénéficiaires de minima sociaux.

TABLEAU 4

Part des mères sans emploi déclarant la garde d'enfant comme une difficulté pour leur insertion

	Recherche un emploi		Ne recherche pas d'emploi		Ensemble	
	%	La garde est une limite dans la recherche	%	La garde est un motif de retrait	%	La garde constitue une difficulté pour leur insertion
Âge du plus jeune enfant						
Moins de 3 ans	46	48	54	80	100	66
De 3 à 5 ans	62	34	38	64	100	45
De 6 à 11 ans	64	29	36	41*	100	33
Nombre d'enfants						
1 enfant	69	39	31	55	100	44
2 enfants	59	38	41	67	100	50
3 enfants ou plus	39	31	61	73	100	57
Situation familiale						
En couple	43	31	57	75	100	56
Isolées	64	39	36	59	100	46
Ensemble	56	37	44	67	100	50

* Effectifs non pondérés inférieurs à 100 observations.

Lecture • Parmi les mères bénéficiaires sans emploi et ayant un seul enfant, 69 % recherchent un emploi et parmi celles-ci, 39 % déclarent être limitées dans leur recherche d'emploi par la garde d'enfants.

Champ • Mères sans emploi en octobre 2012, ayant au moins un enfant de moins de 12 ans, bénéficiaires du revenu de solidarité active socle ou de l'allocation de solidarité spécifique à la fin 2011, en France métropolitaine.

Sources • DREES, enquête de 2012 auprès des bénéficiaires de minima sociaux.

■ TABLEAU 5

Taux de recours régulier aux modes de garde selon la situation familiale et professionnelle

En %

	Proportion parmi les parents bénéficiaires d'un minimum social	Modes de garde payants (crèche, halte-garderie, assistante maternelle...)	Modes de garde non payants (grands-parents, amis...)	Modes de garde scolaire (garderie, étude, centre aéré...)	Aucun mode de garde en dehors des parents
Âge du plus jeune enfant					
Un seul enfant de moins de 3 ans	15	26	24	0	56
Un seul enfant de 3 ans ou plus	20	10	26	17	59
Plusieurs enfants dont au moins un de moins de 3 ans	25	22	11	12	66
Plusieurs enfants de 3 ans ou plus	40	7	10	17	75
Situation familiale et activité du ménage					
Isolé(e)s	47	17	23	17	58
Actifs occupés	9	32	36	35	29
Chômeurs ou inactifs	38	13	20	13	65
En couple	53	12	9	9	75
Deux actifs occupés**	5	16	21	15	58
Un actif occupé et un chômeur ou inactif	22	16	12	10	69
Deux chômeurs ou inactifs	26	8	4	8	83
Ensemble des parents bénéficiaires du RSA socle ou de l'ASS	100	14	15	13	67
Ensemble des parents âgés de 18 à 65 ans *		33	19	13	51

* Personnes de référence ou conjoints de leur ménage.

** Effectifs non pondérés inférieurs à 100 observations.

Note • Le total en ligne est supérieur à 100 %, car les parents peuvent avoir recours à plusieurs modes de garde différents.

Lecture • 26 % des parents qui ont un seul enfant de moins de 3 ans ont régulièrement recours à un mode de garde payant.

Champ • Parents ayant au moins un enfant de moins de 12 ans, en France métropolitaine.

Sources • DREES, enquête 2012 auprès des bénéficiaires de minima sociaux et INSEE, enquête sur les conditions de vie des ménages de 2011.

de l'ASS ou du RSA socle sont dans cette configuration⁵ (tableau 5).

En particulier, les parents bénéficiaires de ces minima sociaux utilisent beaucoup moins les services de garde payants (crèches, assistantes maternelles...). Ils confient aussi souvent leur enfant à une personne non rémunérée (grands-parents, amis...) qu'à un mode de garde payant.

Les parents bénéficiaires d'un minimum social travaillent beaucoup moins que l'ensemble des parents et vivent aussi davantage seuls. Si les parents bénéficiaires de minima sociaux vivaient aussi souvent en couple que l'ensemble des parents et si leur ménage comptait autant d'actifs occupés que celui de l'ensemble des parents, leur recours régulier à un autre mode de garde qu'eux-mêmes s'élèverait à 40 %, soit neuf points

de moins que pour l'ensemble des parents d'enfants de moins de 12 ans.

Les parents bénéficiaires d'un minimum social qui travaillent recourent davantage à un mode de garde que les parents chômeurs ou inactifs. Par exemple, parmi les parents isolés, 71 % de ceux qui exercent une activité professionnelle utilisent un mode de garde, contre 35 % des chômeurs ou inactifs.

L'activité des parents (tableau 5) n'explique que partiellement ces écarts. Ainsi, parmi les parents qui travaillent, seulement 42 % de ceux vivant en couple avec un conjoint qui travaille également se tournent vers un mode garde. Contrairement aux parents seuls, les parents actifs en couple peuvent se relayer pour garder leurs enfants. Cette absence de recours à un mode de garde extérieur

est encore facilitée quand l'emploi est occupé à temps partiel. Or, c'est nettement plus souvent le lot – quoique subi la plupart du temps – des parents bénéficiaires qui travaillent.

Le recours aux différents modes de garde dépend également de l'âge des enfants. Ainsi, si un quart des parents ayant un seul enfant de moins de 3 ans confient cet enfant à un établissement d'accueil du jeune enfant ou à une assistante maternelle, ils ne sont plus que 10 % au plus à le faire une fois les enfants scolarisés.

Quand les parents ont plusieurs enfants de moins de 12 ans, ils les gardent plus souvent eux-mêmes que lorsqu'ils n'en ont qu'un seul. Cela correspond à une inactivité plus élevée des mères dès qu'il y a plusieurs jeunes enfants.

5. Dans les enquêtes BMS (encadré 3) comme dans SRCV (cf. note 1), les répondants déclarent directement un recours régulier aux différents modes de garde des enfants de moins de 12 ans (autres que les parents eux-mêmes). Cela diffère du mode de garde principal des enfants de moins de 6 ans tel qu'il est calculé à l'aide de l'enquête Modes de garde et d'accueil des jeunes enfants de la DREES, qui sert de référence pour l'étude des modes de garde des jeunes enfants.

Pour en savoir plus

- Legal A., 2013, « La hausse du nombre d'allocataires de minima sociaux se poursuit en 2011 », *Études et Résultats*, DREES, n° 844, juin.
- Labarthe J., Lelièvre M., (dir.), 2013, « Minima sociaux et prestations sociales – édition 2013. Ménages aux revenus modestes et redistribution », Coll. Études et Statistiques, DREES, juillet.
- Nicolas M., Tomasini M., 2008, « Conciliation des vies familiale, professionnelle et sociale des allocataires de minima sociaux », *Recherches et Prévisions*, CNAF, n° 91, mars.

ÉTUDES et RÉSULTATS • n° 874 - février 2014

Parents bénéficiaires de minima sociaux : comment concilier vie familiale et insertion professionnelle ?

Directeur de la publication : Franck von Lennepe

Responsable d'édition : Carmela Riposa

Secrétaires de rédaction : Sabine Boulanger, Laurence Grivet

Maquettiste : Stéphane Jeandet • Imprimeur : Imprimerie centrale de Lens

Internet : www.drees.sante.gouv.fr

Pour toute information : drees-infos@sante.gouv.fr • Reproduction autorisée sous réserve de la mention des sources • ISSN papier 1292-6876 • ISSN électronique 1146-9129 • AIP 0001384

Les destinataires de cette publication sont informés de l'existence de la DREES d'un traitement de données à caractère personnel les concernant. Ce traitement, sous la responsabilité du directeur de la publication, a pour objet la diffusion des publications de la DREES. Les données utilisées sont l'identité, la profession, l'adresse postale personnelle ou professionnelle. Conformément aux dispositions de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les destinataires disposent d'un droit d'accès et de rectification aux données les concernant ainsi qu'un droit d'opposition à figurer dans ce traitement.

Ils peuvent exercer ces droits en écrivant à :

DREES - Mission Publications et Diffusion - 14 avenue Duquesne - 75350 Paris 07 SP
ou en envoyant un courriel à : drees-infos@sante.gouv.fr